

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

10 SEP. 2010

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106, rue Pierre Corneille  
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI  
☎ : 04 72 61 64 55  
✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 régissant le fonctionnement des activités de la société  
« LE PROGRES » dans son établissement fixé aujourd'hui 103, avenue du Progrès à  
CHASSIEU ;

VU les déclarations modificatives de la société « LE PROGRES » de juin et novembre 2005  
en cours de régularisation ;

VU le rapport du 13 août 2010 de la direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des  
installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite réalisée sur les lieux, le 11 août 2010, a permis à l'inspection  
des installations classées de faire les constatations suivantes :

- l'analyse annuelle des rejets atmosphériques n'est pas réalisée (point 3.2 du paragraphe 3  
de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 susvisé) ;
- le débit de 240 m3/h fixé pour le fonctionnement simultané des 3 poteaux incendie -2 situés  
le long du site avenue du Progrès et 1 privatif- n'est pas garanti (point 6.3 du paragraphe  
6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 précité) ;

CONSIDERANT qu'il ressort de ces constatations que la société « LE PROGRES » ne  
respecte pas, pour les activités qu'elle exerce à CHASSIEU 103, avenue du Progrès,  
l'intégralité des dispositions qui lui ont été imposées par arrêté préfectoral du  
12 août 2003 susvisé ;

.../...

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient d'imposer à la société « LE PROGRES » de se conformer à l'ensemble des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 déjà visé, notamment s'agissant des points 3.2 du paragraphe 3 et 6.3 du paragraphe 6 de l'article 2 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société « LE PROGRES » dont les activités sont désormais fixées 103, avenue du Progrès à CHASSIEU, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 3.2 du paragraphe 3 et 6.3 du paragraphe 6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 susvisé, dans un délai de *deux mois* à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHASSIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le 10 SEP. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER